

## Lettre électronique du Centre de ressources Politique de la ville

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.

BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,

Pour publier un article sur des projets et actions de développement social urbain :

Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628 [contact@villecaraibe.com](mailto:contact@villecaraibe.com)

Nouveau site internet : *Bientôt disponible ! Plus pratique et lisible* : [www.villecaraibe.com](http://www.villecaraibe.com)

Prochaines actions collectives du Centre de ressources :

Formations- action en partenariat avec le CNFPT

-Compréhension et prévention des violences urbaines : 30 novembre, 1<sup>er</sup> décembre et 2 décembre

-Observation sociale et politique de la ville : 14, 15, 17 décembre 2009 (première partie)

Pour avoir des informations sur les modalités d'inscription : 0596 686452

Voir agenda sur le site : <http://www.villecaraibe.com/agenda.html>



## Actualités DSU nationales- locales et réformes en cours

### Discours de M. le Président de la République à l'occasion du Conseil interministériel de l'Outre-mer

Palais de l'Élysée – Vendredi 6 novembre 2009. [Téléchargez ici la vidéo](#)

« Nos Outre-mer nous rappellent combien la France a une identité plurielle. L'universalisme de notre Pays n'est rien d'autre que le fruit de ce constant métissage – le mot ne me fait pas peur - qui n'a cessé de s'enrichir d'apports nouveaux et de bâtir sur tant de différences, mêlées les unes aux autres, un sentiment commun d'appartenance et un patrimoine unique de valeurs intellectuelles et morales qui a vocation à s'adresser à tous les hommes.

Cette diversité irréductible des Outre-mer, il est temps de la prendre en compte : je veux affirmer qu'on peut être égaux sans être semblables.

C'est pourquoi je suis convaincu que l'unité de la République n'est pas l'uniformité de ses institutions. Les élus de Martinique et de Guyane ont demandé à exercer davantage de responsabilités en organisant leur collectivité selon le régime prévu par l'article 74 de la Constitution. Le gouvernement a donc décidé de consulter directement les Martiniquais et les Guyanais en janvier 2010. Les élus de Guadeloupe et ceux de La Réunion m'ont proposé un schéma différent. J'en ai accepté le principe car il n'est écrit nulle part que nos Outre-mer doivent suivre le même chemin, au même moment.

Je demande simplement – et je sais devant qui je parle - que cette consultation se fasse dans des conditions loyales, sur des arguments de vérité et sans amalgames. J'y serai tout particulièrement vigilant. Et je prends mes responsabilités parce que je souhaite, dans le respect de nos différences, que les choses soient claires. La question qui sera posée aux électeurs en janvier est bien celle du juste degré d'autonomie de la Martinique et de la Guyane dans la République, et non celle de l'indépendance. Je le redis très simplement, mais avec force : la question de l'indépendance de la Martinique et de la Guyane ne sera pas posée. A mes yeux, ces territoires sont des terres de... »



### [Mesures communes du CIOM](#)

[Mesures du CIOM déclinées par territoire](#) / Martinique 6 novembre 2009

Les Etats généraux de l'Outre-mer ont été lancés en Martinique le 18 avril 2009.

Huit ateliers ont été constitués pour traiter les huit thèmes arrêtés par le Président de la République, en liaison avec les élus locaux. Le rapport final constate :

que le débat visait à permettre aux Martiniquais de définir un projet de société pour la Martinique, prenant en compte les revendications populaires avec un objectif de modernisation sereine du rapport avec la France ;

que la Martinique est à (...)

## **Plan Apparu : vingt mesures pour l'hébergement et l'accès au logement publié sur localtis le 10 novembre**

**2009.** Benoist Apparu a présenté un plan destiné à "refonder le dispositif d'hébergement et d'accès au logement". Beaucoup de propositions, notamment en faveur d'un meilleur accompagnement social des personnes concernées, dont la mise en œuvre pourrait être freinée par le manque de moyens financiers.

Le secrétaire d'Etat au Logement et à l'Urbanisme, Benoist Apparu, a présenté le mardi 10 novembre un plan intitulé "Pour un service public de l'hébergement et de l'accès au logement". Il comprend une vingtaine de mesures afin de mieux accueillir, prendre en charge puis orienter vers le logement les personnes sans abri. Le gouvernement affiche sur ce sujet sa volonté d'atteindre l'objectif présidentiel de 2007 : réduire la pauvreté d'un tiers en cinq ans. Ceci en renforçant le rôle des préfets dans le pilotage de ces politiques, en améliorant la coordination entre les intervenants sur le terrain et en contrôlant davantage l'utilisation des fonds d'Etat. Le tout sans crédit supplémentaire.

[Pour télécharger le dossier de presse cliquez ici](#)

**Budget Ville et logement : des députés inquiets** publié sur Localtis le 04 novembre 2009

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?c=artVeille&cid=1250259074644&pagename=Localtis/artVeille/artVeille>

**Communiqué de presse de Ville et banlieues :**

[http://www.irdsu.net/IMG/pdf/Communique\\_de\\_presse\\_Ville\\_et\\_Banlieue\\_09-11-09.pdf](http://www.irdsu.net/IMG/pdf/Communique_de_presse_Ville_et_Banlieue_09-11-09.pdf)

**L'économie sociale face à une baisse des financements publics** (extrait Article de Localtis) ; Pendant tout le mois de novembre, associations, coopératives et autre entreprises d'insertion vont tenter de faire connaître leurs réponses à la crise. Elles ne sont cependant pas épargnées par les difficultés économiques et par la baisse des financements publics. L'économie sociale et solidaire est "un levier pour sortir par le haut de la crise". Voilà la conviction de Claude Alphandéry, président d'honneur de France Active, qui présentait le 29 octobre à Paris le "Mois de l'économie sociale et solidaire". Les quelque 1.100 événements prévus en novembre à travers le pays devraient, selon lui, montrer comment ce secteur répond à l'actuelle crise financière, économique, sociale - "une crise de civilisation, qui appelle un projet de civilisation". Par principe, les associations, coopératives, mutuelles, fondations et autres entreprises solidaires mettent en effet l'humain, plutôt que le profit, au centre de leurs préoccupations. Elles œuvrent ainsi à "la transformation profonde du système économique", voulue par "une grande partie des citoyens", a souligné Claude Alphandéry.

## **VIE ASSOCIATIVE**

### **Conférence Nationale de la Vie Associative**

A l'occasion du colloque Associations et Entreprises organisé par la Conférence Permanente des Coordinations Associatives, Martin Hirsch, Haut-commissaire à la Jeunesse et aux solidarités actives, a annoncé la date de la deuxième Conférence Nationale de la Vie Associative. Attendue depuis plusieurs mois, cette dernière aura enfin lieu le 17 décembre prochain.

Répondant à l'attente des représentants du monde associatif très impliqués dans sa préparation, cette conférence permettra, trois ans après la première qui s'était tenue en 2006, d'analyser situations et dispositifs existants, d'identifier les améliorations nécessaires et de faire en conséquence des propositions concrètes et réalistes.

Dans un communiqué de presse, le Haut Commissaire à la Jeunesse et aux solidarités actives a précisé les grands axes de cette Conférence :

1. la place des associations dans le dialogue civil ;
2. la clarification du partenariat contractuel entre les pouvoirs publics et les associations ;
3. la promotion de l'engagement et la reconnaissance du bénévolat.

Un comité de pilotage de la conférence a été mis en place, sous la responsabilité du Haut Commissariat à la jeunesse, en charge de la vie associative. Trois groupes de travail, réunissant des représentants des pouvoirs publics et des associations (en particulier de la CPCA\*) ont été formés, à partir des trois axes de travail retenus pour cette conférence. Ces trois groupes devraient se réunir à quatre reprises d'ici la conférence.

### \* La Vie Associative" sur "Associations et logiques de marché".

A quelques semaines de la 2ème Conférence nationale de la vie associative, la CPCA publie un nouveau numéro de sa collection "

Cette nouvelle publication revient sur les questionnements et principaux enjeux posés par l'évolution du rôle et de la place des associations, au cœur d'une économie concurrentielle marchande et non marchande. Pour les illustrer, vous retrouverez, tout au long de la revue, un certain nombre d'expériences concrètes et de témoignages issues de fédérations et associations, dans la diversité de leurs secteurs d'activités.

[Téléchargez ce numéro La Vie Associative](#)

### \*Le Financement des Associations N°11

[téléchargez ici](#)

## Séminaire de sensibilisation "Entreprendre au féminin"

Le **GIP DSU du Lamentin**, la Délégation aux Droits des Femmes et à l'Égalité des chances et ses partenaires techniques, La Boutique de Gestion Martinique, l'Espace d'Essai pour la Création d'Entreprise (2ECE), EDEA et Micro-Crédit Martinique (ADIE) ont le plaisir de vous convier au Séminaire de sensibilisation "Entreprendre au féminin" qu'ils organisent

**le Jeudi 19 novembre 2009 à partir de 8H, au Centre Culturel du Lamentin**

Ce séminaire s'inscrit dans le cadre de l'action "Entrepreneuriat au féminin" co-financée par le CUCS du Lamentin et la DRDFE, et qui sera mise en œuvre par les 4 partenaires techniques précités sur les territoires CUCS du Lamentin à partir de Décembre 2009. Ce séminaire a notamment pour objectifs de présenter les enjeux de la création d'entreprise par les femmes sur un territoire comme celui du Lamentin et de présenter ce nouveau dispositif d'accompagnement qui s'adresse essentiellement aux femmes du Lamentin qui sont désireuses de créer leur propre emploi, « Créat'elles ».

Vous trouverez ci-joint le programme complet de ce séminaire. : >[Cliquez ici](#) <

Il faut confirmer votre présence auprès du secrétariat de la BGM au **08 20 20 20 73** ou **05 96 42 12 33** (le matin) ou de celui d'EDEA au **05 96 61 38 28** (l'après-midi) .

## RISQUES



### MARTINIQUE : LES JOURNÉES RÉPLIK

**Proximité et médiatisation sont les mots-clés de cette nouvelle édition des journées RÉPLIK.**

En novembre 2009, les journées RÉPLIK célèbreront leur 4<sup>e</sup> édition. Cette campagne de sensibilisation au risque sismique destinée aux Martiniquais connaît un succès croissant. Son objectif : rappeler que ce n'est pas le séisme qui tue mais ses conséquences. Plus de 600 séismes par an en Martinique. Au-delà du constat, une nécessité : celle d'apprendre à se protéger. Pour davantage d'impact, les événements de RÉPLIK 2009 ne seront pas uniquement concentrés sur la troisième semaine de novembre mais se dérouleront tout au long du 1<sup>er</sup> semestre 2010. Au-delà de la médiatisation des messages (émission Es Zot paré ?), une opération spécifique sera menée vers les associations de quartiers qui deviendront, à terme, des ambassadeurs. Une excellente façon aussi d'accroître l'appropriation de la culture du risque. Le flyer de la 4<sup>e</sup> édition des journées Réplik est disponible en téléchargement en cliquant [ici](#).

Pour en savoir plus : <http://www.planseisme.fr>

-La Commission Départementale de la Martinique du Crédit social des fonctionnaires tenait une réunion des acteurs du Service Public, ce lundi 16 novembre consacrée au thème : « **Le service Public face aux risques majeurs : la procédure d'alerte cyclonique et les bons comportements à adopter en cas d'évènement catastrophique à la Martinique.** Centre d'affaires- Espaces Aéroservices.

-Le Gros Morne est en passe de devenir la première commune du Département à mettre en place sa **réserve communale de sécurité civile. Elle pourra ainsi disposer des services de citoyens volontaires et bénévoles prêts à intervenir dans des situations de crise : tremblement de terre, disparition, tempête,**... Il faut saluer également l'initiative de La Ville du Lamentin et son projet de formation et de mobilisation de la jeunesse dans la gestion et la prévention des risques dans les différents quartiers.

### **La Réunion, île modèle en 2030**

Dans le cadre du Grenelle de l'environnement, le projet Gerri, vise à faire de la Réunion une île totalement autonome sur le plan énergétique et un laboratoire d'innovations environnementales.

Article du Journal du Dimanche : <http://www.lejdd.fr/Ecologie/Economie/Actualite/La-Reunion-ile-modele-en-2030-133731/>



Site Internet du Projet GERRI

<http://www.gerri.fr>

**A lire : « Lyannaj pour le changement- Une démarche réaliste vers un développement Durable et solidaire »** dernier ouvrage de Garcin MALSA.

Site portail des agenda 21 en France : <http://www.agenda21france.org/demarche.html>

Présentation Agenda 21 en Martinique : [Téléchargez ici](#)

Présentation du Plan Climat Energie de l'ADEME Martinique : [téléchargez ici](#)

### **Cycles de conférences « Nos quartiers d'hier à aujourd'hui » : 120<sup>ème</sup> anniversaire de la dénomination de la Ville de Schœlcher (12 au 24 novembre 2009)**

Elle a été érigée en Commune par la loi du 24 mars 1888 qui la sépare de Case Pilote et de Fort de France, Case Navire porte, par décret du Président de la République en date du 25 novembre 1889, le nom de Schœlcher, grande figure de l'abolition de l'esclavage. Programme sur <http://www.mairie-schoelcher.fr/default.asp?cont=6&param=1537>

### **Le Contentieux de la discrimination**

Le Centre de Formation Professionnelle des Avocats (EDA) a organisé vendredi 6 novembre à l'Atrium, en Association avec l'Ecole Nationale de la Magistrature (délocalisée) et la délégation régionale de la HALDE (Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'Egalité) un séminaire consacré à la lutte contre les discriminations. La HALDE au niveau régional a commencé à développer son implantation et ses activités et reçoit de plus en plus de plaintes. Par ailleurs, si l'action de la HALDE continue à être mal connue en Martinique, la mise en place progressive d'actions telles que les formations en direction des agents des services publics, l'information et la sensibilisation des entreprises et du grand public, de même que les saisines et réclamations effectives participent à la mise en place d'une culture nouvelle qui participe au changement.

## Un Blog et son espace pédagogique sur les discriminations

Le Dis criminologue est un blog mis en ligne par l'Afic (Accueil et Formation pour l'Intégration de la Citoyenneté) avec le soutien du conseil régional Île-de-France.

<http://lediscriminologue.org/index.php>

### Documentation de l'ACSE en matière de discriminations:

[http://www.lacse.fr/ressources/files/ILD\\_new/Des outils pour agir.pdf](http://www.lacse.fr/ressources/files/ILD_new/Des_outils_pour_agir.pdf)

### Sur l'engagement des élus :

[http://www.lacse.fr/ressources/files/ILD\\_new/Engagement des élus - discrimination.pdf](http://www.lacse.fr/ressources/files/ILD_new/Engagement_des_elus_-_discrimination.pdf)

### Outils de la prévention et de la lutte contre les discriminations :

[http://www.lacse.fr/ressources/files/ILD\\_new/outils PLCD.pdf](http://www.lacse.fr/ressources/files/ILD_new/outils_PLCD.pdf)



## Le Projet Educatif Local une réponse pour la cohérence éducative sur les territoires ?

[Cliquer ici pour télécharger le guide méthodologique \(Edition DIV\)](#)

[Article présentation du PEL de BREST](#)

[Présentation du PEL de Nanterre](#)

## 4ème rencontre nationale de la Réussite Éducative

Organisée par l'ANARÉ et la Ville de Rennes, en partenariat avec RésO Villes, avec le soutien de l'ACSÉ, la 4ème rencontre nationale de la Réussite Éducative se tiendra le jeudi 4 février 2010, de 9h à 17h au Centre Culturel Le Triangle à Rennes. Elle aura pour thème : **La Réussite Educative, des acquis pour demain... les effets des parcours personnalisés.** **Blog des acteurs de la Réussite Educative :** <http://association-anare.blog4ever.com/blog/index-338955.html>

## Article du Monde : Carte scolaire : la Cour des comptes pointe un risque de ghettoïsation

L'assouplissement de la carte scolaire, instauré à la rentrée 2007, renforce la ghettoïsation des collèges "*ambition réussite*", ces établissements scolaires dont les élèves cumulent les difficultés sociales et scolaires. C'est ce que souligne un rapport de la Cour des comptes présenté mardi 3 novembre devant la commission des finances du Sénat. Suite : [Téléchargez ici](#)



## Apriles.net est le site Internet de l'Agence des pratiques et initiatives locales.

Fondée en 2006 à l'initiative de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée avec le soutien de la Caisse nationale d'Allocations familiales, la Caisse des dépôts et Consignation, la Délégation interministérielle à la ville, la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole ainsi que la Direction générale de l'action sociale, l'agence Apriles a pour vocation la promotion du développement social local à travers la capitalisation et la mutualisation des expériences locales

[Cliquez ici pour visiter le site d' @priles](#)



ressources politique de la ville en Martinique [www.villecaraibe.com](http://www.villecaraibe.com)

## Nouvelle revue : Ensemble la Ville #1 - octobre 2009 : "Vive l'excellence"

**Interview** p.2-3 de Fadela Amara

**Décryptage** p.4-5

politique de la ville : pour qui ? pour quoi ?

**Dossier Éducation** p.6-9

Sourdun, un internat 100 % excellence

Regards croisés entre Richard Descoings et Mohamed El Karf

**Sur le terrain** p.10-13

jeunes qui créent leur entreprise

Rénovation urbaine : un ballon d'oxygène à Garges et Valence

**Projets** p.14

transports pour les quartiers

**Voir - Lire** p.15

**Portrait** p.16

Astrolabe : après l'école, l'apprentissage continue !

[Télécharger "Ensemble la Ville" #1](#)



- La

-

-

- Ces

-

Plus de

### AMDOR

Pour une présentation de l'Association AMDOR, visitez le site vous y retrouverez les formations prévues et actions programmées ainsi que différents documents et informations sur le champ social. De même que des informations sur l'EPEM, l'école des parents. Pour visiter le site cliquer ici : <http://www.amdor.asso.fr/>

### Robert Castel : « La précarité est devenue un état permanent »

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Robert Castel, qui a consacré presque trente années de recherche à la question sociale, estime, face à la généralisation de la précarisation du travail, qu'il faut relever le défi de nouveaux droits attachés à la personne des travailleurs : article de l'Humanité :

[Téléchargez ici](#)



Idées sur l'Urbain et laboratoire du droit à la ville, de la ville durable, la ville de demain, des sonorités urbaines...

Site Internet à visiter : <http://urbanites.rsr.ch/>

### La ville du futur ?

<http://www.nouveleconomiste.fr/s1455/site-LNE1455-Enquete-urbanisation.pdf>



<http://www.cite-sciences.fr/innovanews/2009/10/30/ville-du-futur-une-reponse-aux-enjeux-geopolitiques-et-ecologiques/>